

Présidentielle

Avec Fabien Roussel, les communistes retrouvent le goût du risque

Election Présidentielle 2022 dossier

A une très large majorité, les communistes, réunis en «conférence nationale», ont désigné leur secrétaire national dans la course à l'Elysée. Les militants qui avaient accepté de soutenir Jean-Luc Mélenchon en 2012 et 2017, sont appelés, dans un mois, à approuver ou rejeter ce choix.



Le député communiste Fabien Roussel à l'Elysée le 29 mars 2019, pour un déjeuner avec Emmanuel Macron. (Thomas Samson/AFP)

par [Rachid Laïreche](#)

publié le 11 avril 2021 à 16h07

La phrase est signée [Fabien Roussel](#) : «*Soit je décolle et c'est une chance pour la gauche, soit je reste au ras des pâquerettes et ça ne change rien pour la gauche.*» Dimanche, le secrétaire national du Parti communiste français (PCF) a appuyé sur le bouton pour tenter d'apercevoir les nuages. Il a été investi par une très large majorité (73%) des 800 membres de la conférence nationale des rouges. L'envie de porter le drapeau à la présidentielle est validée mais il va falloir attendre encore quelques

semaines pour l'officialisation : les adhérents communistes valideront (ou pas) la candidature de Roussel le 9 mai prochain après un vote.

La tendance du vote ne laisse guère de place au suspense. Il ne faut pas oublier que [le chef du PCF a été élu en hiver 2018](#) sur une promesse : présenter un candidat à la présidentielle. Le parti désormais centenaire ne veut plus s'effacer derrière une autre tête. Les communistes s'étaient rangés derrière Jean-Luc Mélenchon en 2012 et 2017 après un catastrophique 1,93% avec Marie-George Buffet en 2007. Ce week-end, lors d'un meeting numérique, Fabien Roussel a indiqué le chemin : *«Nous proposons un pacte aux Français pour bâtir avec eux et la jeunesse une République sociale, écologique, féministe, et progressiste.»*

Le sentiment de se faire écraser par Mélenchon

Le candidat au poste suprême en a profité pour dévoiler une affiche de campagne. On le voit installé sur une chaise, un coude sur une table, une plante verte derrière lui (son côté écolo). Il porte un jean et une chemise bleue. Les manches sont retroussées. Fabien Roussel souhaite ressembler au «peuple» et bousculer le paysage en misant sur le côté «nouveau». Le député du Nord est encore un inconnu dans la population. Il dit souvent pour se rassurer : *«Quand je parle aux gens, aux travailleurs, ils me comprennent. Ils savent que je suis de leur côté.»* Sur l'affiche, un slogan en grand : *«L'humain d'abord»* – comme le nom du programme présidentiel de Jean-Luc Mélenchon en 2012. A cette époque, associé au PCF sous la bannière du *«Front de gauche»*, il avait emprunté ce slogan aux communistes... du Nord. Roussel en tête.

Les insoumis guettent attentivement le positionnement des communistes. Ils espèrent encore un accord. Jean-Luc Mélenchon explique à l'envi que son histoire est liée à celle des rouges. Le député des Bouches-du-Rhône est prêt à signer un accord électoral pour les législatives avant la présidentielle. En gros, se partager les circonscriptions. *«Nous ne sommes pas inquiets, Fabien Roussel ne pourra faire un gros score. Il fera entre rien et presque rien. Mais la marque et l'histoire de son parti sont importantes. Et Jean-Luc sait une chose importante : une alliance avec les communistes, ça débloque plusieurs milliers de militants syndicalistes et ça compte dans une campagne»*, explique une tête pensante insoumise.

Le passé est encore douloureux. Les rouges ont mal vécu les deux dernières présidentielles. Ils ont eu le sentiment de se faire écraser par Mélenchon. Pas simple pour eux de se ranger une nouvelle fois. Une partie des cadres poussent pour un nouveau rapprochement avec les insoumis mais ils sont minoritaires dans une famille où chaque vote compte. Les communistes ajoutent un argument à la rancœur : ils ne croient plus en la force du double candidat à la présidentielle (11% en 2012 et 19% en 2017).

Un dirigeant dit sèchement : *«Il ne peut plus faire le même score que la dernière fois, c'est terminé, il est cramé.»* Des mots durs, partagés à gauche et chez les écologistes. Les insoumis, eux, croient encore en leur étoile.

«Mon ennemi, c'est la finance»

Fabien Roussel s'arrache les cheveux lorsque le débat sur l'union de la gauche s'invite à table. Le secrétaire national pousse pour que les forces se mélangent lors des élections intermédiaires. Pour la présidentielle, c'est une autre affaire. *«La gauche n'a jamais gagné une présidentielle lorsqu'elle s'est unie au premier tour. Le rassemblement c'est au second tour derrière la force qui a fait le plus gros score»*, répète-t-il à chaque fois que les micros s'allument. Une manière de comparer des époques qui ne se ressemblent plus. Roussel note aussi les différences avec les écologistes et les socialistes, notamment sur l'Europe, pour expliquer son choix. Il prévient tout de même : *«Mon ennemi, c'est la finance ; mon adversaire c'est la droite et l'extrême droite.»* Le candidat communiste à la présidentielle jure la main sur le cœur qu'il ne glissera aucune peau de banane à la gauche et aux écologistes.

L'homme qui rêve de décoller le sait : le débat sur l'union va se poursuivre. C'est comme ça. [Samedi prochain](#), toutes les figures roses, rouges, vertes et insoumises vont se retrouver pour [une réunion initiée par le député européen, Yannick Jadot](#), afin de poser le débat. Le chef des insoumis, qui s'envole ce dimanche pour l'Amérique du Sud, sera représenté par un des siens. On devrait retrouver Fabien Roussel, Benoît Hamon, Anne Hidalgo et Eric Piolle. Ils poseront sans doute une première vérité douloureuse : aujourd'hui, rassemblée ou divisée, la porte du second tour de la présidentielle paraît inatteignable. Une autre réalité douloureuse ? Aucune tête de gauche n'est certaine de gagner face à Marine Le Pen en cas de duel au second tour. Les vérités changent vite en politique. Peut-être que l'un des participants aura un plan à proposer afin de changer la trajectoire d'une voiture qui se dirige tout droit vers un mur.